

Viviane NGALULA TSHINGOMA

Abonnée: 142768

56 c, de l'avenue NGOWA, Quartier Efoloko

Commune de Masina.

à Kinshasa/MASINA

Kinshasa, le 26/05/2025

C.I à : Monsieur le Directeur
Commercial de la REGIDESO
S.A

à Kinshasa/Gombe

Monsieur le Chef de Division
Urbain/Kin-Est de la
REGIDESO

à Kinshasa/N'djili

Concerne : Exigence des factures de chaque mois depuis le mois de décembre 2024 jusqu'au mois de mars 2025 et Refus catégorique de payer la facture N°1427625103417.

À Monsieur le Chef de secteur de la REGIDESO

à Kinshasa/MASINA II

Monsieur le Chef de secteur,

C'est avec désolation et indignation que je vous saisis en rapport avec ce repris en concerne.

La République Démocratique du Congo, notre pays et patrie veut être un Etat de droit au cœur de l'Afrique. Dans un Etat de droit tous les citoyens dirigeants et dirigés sont soumis à l'autorité de la loi et chaque écartement des prescrits de la loi donne lieu à de contentieux devant le pouvoir judiciaire, garant des libertés individuelles et des droits fondamentaux des citoyens.

En effet, depuis un moment, il s'est érigé en loi dans votre service, un comportement non recommandable et non professionnel dans le chef vos agents chargés de livraison des factures au domicile des abonnés. Comment est-ce possible que la REGIDESO ne s'est pas interrogé sur le non-paiement des différentes factures censées être délivrées à son abonné qui dans le passé n'a jamais manqué de payer ses factures ?

Depuis le mois de décembre 2024 jusqu'au mois de mars 2025, je n'ai reçu aucune facture alors que chaque mois vos agents charger de prélèvement d'index de compteurs passent régulièrement chez moi pour ce faire. D'après les informations à ma disposition, lorsqu'un agent ne dépose pas une facture chez un abonné, il fait toujours rapport sur la raison pour laquelle la facture n'a pas été déposée au responsable du service avant de les remettre.

De ce fait, j'exige qu'il soit mis à ma disposition dans un temps raisonnable, les différentes factures du mois de décembre 2024 jusqu'au mois de mars 2025 pour que je m'assure de n'avoir pas été taxé forfaitairement.

En date du 23/05/2025, j'ai reçu la facture dont les indications sont reprises en concerne où votre service se permet de me taxer forfaitairement, ce qui est un mépris à mon droit de consommateur de payer proportionnellement à ce que j'ai réellement consommé.

En plein 21^{ème} siècle, dans une République démocratique et un Etat de droit, une grande société comme la vôtre, va délibérément ignorer les prescrits d'or coulés à l'article 62 de la Constitution de notre pays, *in extenso* « **Nul ne censé ignorer la loi. Toute personne est tenue de respecter la constitution et de se conformer aux lois de la République** ». Pour votre gouverne, je vous informe que la Constitution, notre pacte social et pilier principal et fondamental de l'existence de notre patrie a 19 ans d'existence que nous, vrais patriotes, l'avons acceptée.

C'est ahurissant de votre part d'ignorer même l'existence de la loi n° 15/026 du 31/12/2015 relative à l'eau qui doit être l'instrument principal dans l'établissement de facture pour les abonnés ayant de compteurs calibrés et en bon état de fonctionnement. A ce jour, c'est sidérant de fermer les yeux sur les prescrits de l'article 88 de la loi précitée, « **Toute vente d'eau est facturée sur base de la consommation réelle prélevée par les compteurs calibrés et en bon état de fonctionnement. Toute facturation forfaitaire est prohibée** ».

Comment vous faites pour ne pas connaître cette disposition légale qui va d'ici peu totalisée une décennie depuis qu'elle a été promulguée et publiée par le Président de la République, guide suprême de notre patrie mère et au journal officiel de notre pays pour qu'elle soit opposable à tous. Sans m'avoir notifié un

procès-verbal de constat de mauvais fonctionnement de mon compteur n°158-1830051360, curieusement, vous me taxé forfaitairement. C'est affreux !

Sous réserve d'initier des actions en justice pour les infractions de faux en écriture et d'usage de faux ainsi qu'une assignation pour facturation forfaitairement et tentative d'enrichissement illicite, veuillez agréer, Monsieur le Chef de secteur, l'expression de mon ébahissement.

Abonnée 142768